

**28 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à la convention d'insertion socio-professionnelle des centres d'éducation et de formation en alternance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 1er, § 1er;

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, notamment l'article 3, § 3, modifié par le décret du 18 mars 1996;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 16 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les Centres d'Education et de Formation en Alternance doivent être informés sans délai des conditions auxquelles doivent répondre les périodes d'insertion socio-professionnelle pour les élèves;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la sécurité juridique des élèves soumis à l'obligation scolaire à temps partiel et aux élèves, inscrits avant le 31 décembre de l'année où ils atteignent l'âge de 18 ans dans un Centre d'Education et de Formation en Alternance, qui effectuent des périodes d'insertion socio-professionnelle conformément aux dispositions de l'art. 3, § 4 du décret du 3 juillet 1991 modifié par le décret du 18 mars 1996;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. convention d'insertion socio-professionnelle : une convention, conclue entre un Centre d'Education et de Formation en Alternance, une entreprise, ci-après dénommée entreprise d'accueil et un élève autorisé par ses parents ou la personne détenant l'autorité parentale, qui a pour objet d'organiser l'alternance entre une formation en entreprise et une formation dispensée par l'établissement siège d'un Centre d'Education et de Formation en Alternance ou un établissement coopérant;

2. formation en entreprise : formation de l'élève au sein de l'entreprise d'accueil qui concourt à l'acquisition des compétences nécessaires à sa qualification professionnelle;

3. l'élève : l'élève soumis à l'obligation scolaire à temps partiel ou l'élève régulièrement inscrit dans un Centre d'Education et de Formation en Alternance avant le 31 décembre de l'année où il atteint l'âge de 18 ans et qui bénéficie des dispositions de l'article 3, § 4 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit, ci-après dénommé le décret;

4. l'entreprise d'accueil : toute entreprise acceptant de souscrire une convention d'insertion socio-professionnelle et visée par :

— la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage des professions exercées par les travailleurs salariés à savoir les employeurs visés par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail qui engagent des travailleurs salariés à l'exception des travailleurs domestiques;

— et/ou l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dans le chef de ces jeunes;

— et/ou l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Art. 2. § 1^{er}. La convention d'insertion socio-professionnelle peut être conclue pour une période maximale de 12 mois. La convention d'insertion socio-professionnelle peut être reconduite pour permettre à l'élève de terminer son cycle de formation.

§ 2. La convention d'insertion socio-professionnelle doit être conforme à la convention-type élaborée par le Ministère de l'Education de la Communauté française et dont le modèle est annexé au présent arrêté. Dans la convention-type doivent notamment figurer les mentions et dispositions suivantes :

1. la date d'entrée en vigueur, la durée, l'horaire et l'objet de la convention;

2. l'identité de l'élève et de son représentant légal;

3. la dénomination de l'entreprise d'accueil ainsi que celle du tuteur de la formation en entreprise;

4. l'identité du Centre d'Education et de Formation en Alternance et de l'établissement siège et/ou coopérant;

5. le montant de l'indemnité de formation payable à l'élève;

6. le mode de résiliation et d'expiration de la convention;

7. l'engagement de la part de l'entreprise d'accueil qu'elle contractera une assurance contre les accidents de travail survenus durant la formation pratique en entreprise ou sur le chemin de la formation pratique en entreprise garantissant à l'élève, en cas d'accident, au minimum les mêmes garanties que celles prévues par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail;

8. l'engagement de la part de l'entreprise d'accueil qu'elle contractera une assurance couvrant la responsabilité civile personnelle de l'élève pour les fautes que celui-ci pourrait commettre envers un tiers;

9. les obligations réciproques de l'élève et de l'entreprise d'accueil.

Art. 3. La durée hebdomadaire de la formation dans l'enseignement à horaire réduit et dans l'entreprise d'accueil organisée par la convention d'insertion socio-professionnelle ne peut dépasser 38 heures.

La durée des périodes de formation professionnelle dispensées dans l'enseignement est régie conformément aux article 2 et 6 *bis* du décret.

Art. 4. § 1^{er}. Durant la période couverte par une convention d'insertion socio-professionnelle, l'élève recevra une indemnité mensuelle progressive de formation à charge de l'entreprise d'accueil.

Le montant minimal de cette indemnité s'élève à 40, 50 et 58 pour-cent du revenu minimum mensuel moyen garanti, respectivement en première, deuxième et troisième année de formation sauf lorsque la Commission paritaire décide de faire référence au salaire minimum sectoriel. L'indemnité est proportionnelle au nombre d'heures de formation en entreprise.

§ 2. L'indemnité peut comprendre des avantages en nature. Elle ne peut dépasser le montant au-delà duquel les ayants droits cessent de bénéficier des allocations familiales.

§ 3. L'indemnité est soumise aux cotisations patronales relatives aux vacances annuelles, aux accidents de travail, aux maladies professionnelles, ainsi qu'à la cotisation au Fonds de fermeture des entreprises.

Art. 5. L'indemnité de formation est réduite *pro rata temporis* lorsque, dans le courant d'un mois, l'élève a abandonné sa formation, en entreprise ou à l'école ou a été absent sans motif tant dans l'entreprise d'accueil que dans l'établissement scolaire.

L'entreprise remet valablement l'indemnité mensuelle à l'élève, sauf opposition faite par son représentant légal.

Art. 6. L'entreprise d'accueil n'est pas tenue de proposer à l'élève un contrat de travail à l'issue de sa formation.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1998.

Art. 8. La Ministre-Présidente ayant l'éducation dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 juillet 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe

**CENTRE D'EDUCATION ET DE FORMATION EN ALTERNANCE
CONVENTION D'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE**

Entre les soussignés,

1. L'entreprise d'accueil :

Nom :

Raison sociale :

Adresse :

Code postal et localité :

Téléphone :

Fax :

N° d'inscription à l'O.N.S.S. :

l'entreprise représentée par :

Nom, prénom :

Fonction :

Le tuteur de la formation en entreprise désigné :

Nom, prénom :

Fonction dans l'entreprise :

2. L'élève :

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal et localité :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

ci-après dénommé « l'élève », représenté par : (pour les mineurs seulement)

Nom, prénom :

Qualité :

Adresse :

Code postal et localité :

3. L'établissement d'enseignement :

Le C.E.F.A. de :

Adresse :

Etablissement siège :

Adresse :

Etablissement coopérant :

Adresse :

L'établissement d'enseignement est représenté par :

Nom, prénom :

Fonction :

Adresse :

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Objet et durée.

L'entreprise accueille l'élève, dans les liens de la présente convention, pour une durée déterminée de mois, débutant le / / et se terminant le / / , en vue de concourir à l'acquisition des compétences nécessaires à sa qualification professionnelle.

Art. 2. Essai.

La présente convention comporte une période d'essai de mois.

Art. 3. Horaire.

Les parties conviennent d'une durée hebdomadaire de formation de heures, réparties à raison de 15 périodes minimum dans l'établissement, d'enseignement, et de heures dans l'entreprise, selon la grille suivante :

Jours	Dans l'établissement d'enseignement		Dans l'entreprise	
	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi
Lundi	de à	de à	de à	de à
Mardi	de à	de à	de à	de à
Mercredi	de à	de à	de à	de à
Jeudi	de à	de à	de à	de à
Vendredi	de à	de à	de à	de à
Samedi	de à	de à	de à	de à
Total des heures suivies				

La durée hebdomadaire de la formation dans le centre et dans l'entreprise organisée par la convention d'insertion socio-professionnelle ne peut dépasser 38 heures.

Art. 4. Indemnité de formation.

L'élève recevra de l'entreprise une indemnité mensuelle de formation d'un montant de Bef. à partir du / / .

Le montant minimal de cette indemnité est progressif et s'élève à :

- a) 40 % du revenu minimal mensuel moyen garanti pour la première année de formation;
- b) 50 % du revenu minimal mensuel moyen garanti pour la deuxième année de formation;
- c) 58 % de revenu minimal mensuel moyen garanti pour la troisième année de formation;

sauf lorsque la Commission paritaire décide de faire référence au salaire minimum sectoriel.

Une année de formation est une année suivie dans le seul cadre d'une convention d'insertion socio-professionnelle.

La formule suivante est appliquée :

$$\frac{(RMMMG \text{ ou } SMS) * (40 \text{ ou } 50 \text{ ou } 58 \%) * h/\text{semaine de formation en entreprise}}{38}$$

Les retenues légales sont le cas échéant opérées.

L'indemnité couvre les périodes effectuées tant dans l'entreprise que dans l'établissement d'enseignement. L'indemnité de formation est réduite *pro rata temporis* lorsque, dans le courant d'un mois, l'élève a abandonné sa formation, en entreprise ou à l'école ou a été absent sans motif tant dans l'entreprise d'accueil que dans l'établissement scolaire.

Le représentant de l'entreprise remet valablement l'indemnité mensuelle à l'élève, sauf opposition faite par son représentant légal. Ce paiement se fera, dans tous les cas, par l'intermédiaire d'un organisme de paiement, au plus tard le 5 de chaque mois pour le mois qui précède.

Art. 5. Fin de la convention.

Sans préjudice des modes d'extinction des obligations, la convention prend fin :

1. par l'expiration du terme;
2. par le décès de l'élève;
3. par la force majeure, lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution de la convention;
4. par la volonté de l'une des parties durant la période d'essai, moyennant remise, après le septième jour calendrier de l'essai, d'un préavis de 7 jours;
5. par la volonté de l'une des parties, lorsqu'il existe un motif grave de rupture, et dans le respect de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;
6. lorsque l'élève ne suit plus la partie théorique de sa formation en alternance;
7. lorsque l'entreprise ne respecte pas le programme de formation visé à l'article 1.

Art. 6. Cotisations complémentaires.

L'indemnité est soumise aux cotisations patronales relatives aux vacances annuelles, aux accidents de travail, aux maladies professionnelles, ainsi qu'à la cotisation au Fonds de fermeture des entreprises.

Art. 7. Assurances.

L'entreprise s'engage à contracter, dès l'entrée en service de l'élève, une assurance contre les accidents du travail survenus durant la formation pratique en entreprise ou sur le chemin de la formation pratique en entreprise, garantissant à l'élève, en cas d'accident, au minimum les mêmes garanties que celles prévues par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Il s'engage également à couvrir l'élève en responsabilité civile pour les fautes qu'il pourrait commettre à son égard ou envers des tiers.

L'élève répond toutefois personnellement de son dol ou de sa faute lourde.

Art. 8. Sécurité-hygiène.

L'entreprise s'engage à respecter les obligations légales en matière d'hygiène et de sécurité, ainsi qu'à soumettre l'élève, préalablement à son entrée en service, à un examen médical effectué par le médecin du travail.

La présente convention ne peut être exécutée qu'à partir du moment où l'élève est reconnu physiquement apte à l'apprentissage de la profession mentionnée dans la convention.

Art. 9. Obligations de l'élève.

L'élève a l'obligation :

1. d'exécuter ses tâches avec soin, probité et conscience, au temps, au lieu et aux conditions convenus;
2. de suivre régulièrement et assidûment les cours dispensés dans l'établissement d'enseignement;
3. d'informer le tuteur et l'établissement d'enseignement de toute période d'absence, quelle qu'en soit la durée, dès le premier jour de celle-ci;
4. d'agir conformément aux ordres et aux instructions qui lui sont donnés par le tuteur ou son délégué en vue de l'exécution de la convention;
5. de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle de ses compagnons, du tuteur, ou de tiers;
6. de restituer en bon état, à l'entreprise, les instruments de travail et les matières premières restées sans emploi qui lui ont été confiés.

Art. 10. Obligations de l'entreprise d'accueil.

L'entreprise s'engage :

1. à confier à l'élève des tâches qui contribuent à sa qualification professionnelle conformément au programme individuel de formation joint à la convention;
2. à assurer l'encadrement de l'élève par un tuteur en concertation avec l'établissement d'enseignement.

Art. 11. Obligations de l'établissement d'enseignement.

L'établissement d'enseignement s'engage :

1. à assurer, de la manière la mieux adaptée, la formation générale et professionnelle de l'élève;
2. à établir un programme individuel de formation, en concertation avec l'entreprise, et à veiller à sa stricte application; ce programme est joint à cette convention;
3. à assurer, de manière régulière, le suivi et l'évaluation de la formation, en collaboration avec le tuteur.

Fait à, le en exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Le représentant de l'entreprise,
d'enseignement,

Le chef d'établissement,

L'élève,

Le représentant légal de l'élève
mineur d'âge,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française.

VERTALING

N. 98 — 2290

[C — 98/29355]

**28 JULI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de overeenkomst inzake inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven
van de centra voor alternerende opleiding en onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de schoolplicht, inzonderheid op artikel 1, § 1;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 houdende regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, inzonderheid op artikel 3, § 3, gewijzigd bij het decreet van 18 maart 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de centra voor alternerende opleiding en onderwijs zonder uitstel ingelicht moeten worden over de voorwaarden waaraan de periodes voor inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven van de leerlingen moeten beantwoorden;

Overwegende dat het past de juridische zekerheid van de leerlingen te waarborgen die onderworpen zijn aan de schoolplicht met beperkt leerplan en van de leerlingen, ingeschreven vóór 31 december van het jaar waarop zij 18 jaar oud worden in een Centrum voor inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven en die periodes presteren voor hun inschakeling in het sociaal beroepsleven, overeenkomstig de bepalingen van art. 3, § 4 van het decreet van 3 juli 1991 gewijzigd bij het decreet van 18 maart 1996;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met het Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van 17 juli 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1. overeenkomst inzake inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven : een overeenkomst, gesloten tussen een Centrum voor alternerende opleiding en onderwijs, een bedrijf, hierna opvangbedrijf genoemd en een leerling die de toelating heeft gekregen van zijn ouders of van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, met als doel een opleiding in een bedrijf te organiseren in afwisseling met een opleiding die wordt verstrekt door de inrichting die de zetel is van een Centrum voor alternerende opleiding en onderwijs of een inrichting die haar medewerking verleent;

2. opleiding in een bedrijf : opleiding van de leerling in het opvangbedrijf, die meehelpt aan het aanwerven van de nodige bekwaamheden voor zijn beroepskwalificatie;

3. de leerling : de leerling onderworpen aan de deeltijdse schoolplicht of de leerling die vóór 31 december van het jaar waarop hij 18 jaar oud wordt regelmatig ingeschreven is in een Centrum voor alternerende opleiding en onderwijs en die de bepalingen geniet van art. 3, § 4 van het decreet van 3 juli 1991 houdende regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, hierna het decreet genoemd;

4. opvangbedrijf : elk bedrijf dat aanvaardt een overeenkomst inzake inschakeling in het sociaal en beroepsleven te onderschrijven en bedoeld bij :

— de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst, namelijk de werkgevers bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten die loonarbeiders tewerkstellen behoudens dienstboden;

— en/of het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd uit hoofde van deze jongeren;

— en/of het koninklijk besluit nr. 230 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

Art. 2. § 1. De overeenkomst inzake inschakeling in het sociaal en beroepsleven kan gesloten worden voor een maximale periode van 12 maanden. De overeenkomst inzake inschakeling in het sociaal en beroepsleven kan verlengd worden om de leerling toe te laten zijn vormingscyclus af te ronden.

§ 2. De overeenkomst inzake inschakeling in het sociaal en beroepsleven moet overeenstemmen met de type-overeenkomst die door de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap werd opgesteld en waarvan het model als bijlage bij dit besluit gaat. In de type-overeenkomst moeten onder meer de volgende vermeldingen en bepalingen vermeld zijn :

1. de datum van inwerkingtreding, de duur, het lesrooster en het voorwerp van de overeenkomst;
2. de identiteit van de leerling en van zijn wettelijke vertegenwoordiger;
3. de benaming van het opvangbedrijf alsook die van de toezichthouder voor de opleiding in het bedrijf;
4. de identiteit van het Centrum voor alternerende opleiding en onderwijs en van de zetel-instelling en/of samenwerkende;
5. het bedrag van de opleidingsvergoeding die aan de leerling moet betaald worden;
6. de wijze waarop de overeenkomst wordt opgeschort en ten einde loopt;
7. de verbintenis van het opvangbedrijf een verzekeringspolis te onderschrijven voor arbeidsongevallen die kunnen voorvallen tijdens de praktische opleiding in het bedrijf of op de weg naar de praktische opleiding in het bedrijf waarbij de leerling de zekerheid heeft bij een ongeval ten minste dezelfde waarborgen te genieten als deze waarin voorzien wordt door de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;
8. de verbintenis van het opvangbedrijf een verzekering aan te gaan die de persoonlijke burgerlijke aansprakelijkheid van de leerling dekt voor de misstappen die hij ten nadele van een derde zou kunnen begaan;
9. de wederzijdse verplichtingen van de leerling en het opvangbedrijf.

Art. 3. De opleiding in het onderwijs met beperkt leerplan en in het opvangbedrijf georganiseerd door de overeenkomst inzake inschakeling in het sociaal en beroepsleven mag niet langer duren dan 38 uur per week.

De duur van de lestijden voor beroepsopleiding gegeven in het onderwijs is geregeld overeenkomstig de artikelen 2 en 6bis van het decreet.

Art. 4. § 1. Tijdens de periode die door een overeenkomst inzake inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven is gedekt, ontvangt de leerling een progressieve maandelijkse opleidingsvergoeding ten laste van het opvangbedrijf.

Het minimum bedrag van deze vergoeding belooft 40, 50 en 58 percent van het gemiddelde van het maandelijks gewaarborgd minimum inkomen, respectievelijk in het eerste, tweede en derde opleidingsjaar, behoudens wanneer de Paritaire Commissie beslist te verwijzen naar het sectorieel minimum loon. De vergoeding is evenredig met het aantal uren opleiding in het bedrijf.

§ 2. De vergoeding mag bestaan uit voordelen in natura. Zij mag niet hoger zijn dan het bedrag waarboven de rechthebbenden geen kindergeld meer mogen ontvangen.

§ 3. De vergoeding is onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever voor het jaarlijks verlof, de arbeidsongevallen, de beroepsziekten alsook de bijdrage voor het Fonds voor Sluiting van Ondernemingen.

Art. 5. De opleidingsvergoeding wordt *pro rata temporis* verlaagd wanneer in de loop van een maand de leerling zijn opleiding in het bedrijf of op school heeft laten vallen of wanneer hij zonder reden zowel in het opvangbedrijf als in de schoolinrichting afwezig is geweest.

Het bedrijf overhandigt in alle wettigheid de maandelijkse vergoeding aan de leerling, behoudens verzet van zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Art. 6. Het opvangbedrijf is er niet toe verplicht op het einde van zijn opleiding een arbeidsovereenkomst aan de leerling voor te leggen.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 8. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 juli 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,
Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage

**CENTRUM VOOR ALTERNERENDE OPLEIDING EN ONDERWIJS
OVEREENKOMST INZAKE INSCHAKELING IN HET MAATSCHAPPELIJK EN BEROEPSLEVEN**

Tussen de ondergetekenden,

1. Het opvangbedrijf :

Naam :

Firma :

Adres :

Postnummer en plaats :

Telefoon :

Fax :

Inschrijvingsnummer bij de R.S.Z. :

het bedrijf vertegenwoordigd door :

Naam, voornaam :

De aangestelde toezichthouder voor de opleiding in het bedrijf :

Naam :

Voornaam :

Functie in het bedrijf :

2. De leerling :

Naam :

Voornaam :

Adres :

Postnummer en gemeente :

Geboortedatum en -plaats :

Nationaliteit :

hierna « de leerling » genoemd, vertegenwoordigd door : (enkel voor de minderjarigen)

Naam :

Voornaam :

Hoedanigheid :

Adres :

Postnummer en gemeente :

3. De onderwijsinrichting :

C.E.F.A. van :

Adres :

Vestigingszetel :

Adres :

Medewerkend bedrijf :

Adres :

De schoolinrichting is vertegenwoordigd door :

Naam :

Voornaam :

Functie :

Adres :

wordt overeengekomen wat volgt :

Art. 9. Onderwerp en duur.

Het bedrijf vangt de leerling op binnen de verbintenissen van deze overeenkomst voor een bepaalde duur van maanden, die aanvangt vanaf / / en die eindigt op / / , om mede te werken aan het aanleren van de nodige bekwaamheden voor zijn beroepskwalificatie.

Art. 10. Oproefstelling.

Deze overeenkomst bedraagt een proefperiode van maanden.

Art. 11. Uurrooster.

De partijen komen overeen over een wekelijkse duur voor de opleiding van uur, gespreid naar rata van 15 periodes minimum in de schoolinrichting en van uur in het bedrijf, volgens het volgende schema :

Dagen	In de schoolinrichting		In het bedrijf	
	Voormiddag	Namiddag	Voormiddag	Namiddag
Maandag	van tot	van tot	van tot	van tot
Dinsdag	van tot	van tot	van tot	van tot
Woensdag	van tot	van tot	van tot	van tot
Donderdag	van tot	van tot	van tot	van tot
Vrijdag	van tot	van tot	van tot	van tot
Zaterdag	van tot	van tot	van tot	van tot
Totaal gevolgte uren				

De opleiding in het centrum en in het bedrijf georganiseerd door de overeenkomst inzake inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven mag niet langer duren dan 38 uur per week.

Art. 12. Vergoeding en opleiding.

De leerling ontvangt van het bedrijf een maandelijks opleidingsvergoeding van BF vanaf / / .

Het minimum bedrag van deze vergoeding is progressief en loopt op tot :

- 40 % van het gemiddeld minimum maandelijks gewaarborgd inkomen voor het eerste jaar opleiding;
- 50 % van het gemiddeld minimum maandelijks gewaarborgd inkomen voor het tweede jaar opleiding;
- 58 % van het gemiddeld minimum maandelijks gewaarborgd inkomen voor het derde jaar opleiding;

behoudens wanneer de Paritaire Commissie beslist te verwijzen naar het sectorieel minimum loon.

Een jaar opleiding is een jaar dag gevolgd wordt enkel en alleen in het kader van een overeenkomst inzake inschakeling in het maatschappelijk en beroepsleven.

De volgende formule wordt toegepast :

$$\frac{(\text{GMMGI of SML}) * (40 \text{ of } 50 \text{ of } 58 \%) * \text{u./week opleiding in bedrijf}}{38}$$

De wettelijke afhoudingen worden desgevallend uitgevoerd.

De vergoeding dekt de periodes gepresteerd zowel in het bedrijf als in de schoolinrichting. De opleidingsvergoeding wordt *pro rata temporis* verlaagd wanneer in de loop van een maand de leerling zijn opleiding in het bedrijf of op school heeft laten vallen of wanneer hij zonder reden zowel in het opvangbedrijf als in de schoolinrichting afwezig is geweest.

De vertegenwoordiger van het bedrijf keert in alle wettigheid de maandelijkse vergoeding uit aan de leerling, behoudens verzet van zijn wettelijke vertegenwoordiger. De betaling wordt in elk geval gedaan via een betalingsinstelling uiterlijk de 5e van elke maand voor de voorafgaande maand.

Art. 13. Einde van de overeenkomst.

Onverminderd de manieren waarop de verplichtingen teniet gaan, wordt een einde gesteld aan de overeenkomst :

1. door het vervallen van de termijn;
2. door het overlijden van de leerling;
3. in geval van overmacht wanneer dit als gevolg heeft dat de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk is;
4. omdat een van de partijen het zo wenst tijdens de proefperiode, mits indiening van een aanzegging van 7 dagen na de zevende kalenderdag van de proefperiode.
5. omdat een van de partijen het zo wenst wanneer er een ernstige reden tot verbreking bestaat en in naleving van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;
6. wanneer de leerling het theoretisch gedeelte van zijn alternerende opleiding niet meer volgt;
7. wanneer het bedrijf het bij artikel 1 bedoeld opleidingsprogramma niet meer volgt.

Art. 14. Aanvullende bijdragen.

De vergoeding is onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever voor het jaarverlof, de arbeidsongevallen, de beroepsziekten, alsook aan de bijdrage voor het Fonds voor Sluiting van Ondernemingen.

Art. 15. Verzekeringen.

De onderneming verplicht er zich toe vanaf de indiening van de leerling een verzekeringspolis te onderschrijven voor arbeidsongevallen die voorvallen tijdens de praktische opleiding in het bedrijf, of op de weg naar praktische opleiding in het bedrijf, waarbij de leerling de zekerheid heeft bij een ongeval ten minste dezelfde waarborgen te genieten als deze die voorzien zijn bij de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen.

Hij verbindt er zich ook toe de leerling te dekken inzake burgerlijke aansprakelijkheid voor de misstappen die hij tot eigen nadeel of ten nadele van een derde zou kunnen begaan.

De leerling staat evenwel persoonlijk in voor zijn opzetschade of voor zijn zware fout.

Art. 16. Veiligheid- hygiëne.

Het bedrijf verbindt er zich toe de wettelijke voorschriften inzake hygiëne en veiligheid na te leven alsook de leerling een medisch onderzoek door een arbeidsgeneesheer te laten ondergaan vooraleer hij in dienst treedt.

Deze overeenkomst mag slechts in uitvoering gebracht worden vanaf het ogenblik dat de leerling lichamelijk geschikt verklaard werd voor het aanleren van het beroep waarvan sprake in de overeenkomst.

Art. 17. Verplichtingen van de leerling.

De leerling is verplicht :

1. zijn taken zorgvuldig, eerlijk en gewetensvol uit te voeren volgens de overeengekomen tijd, plaats en voorwaarden;
2. regelmatig en vlijtig de leergangen te volgen die in de schoolinrichting worden verstrekt;
3. de toezichthouder en de schoolinrichting vanaf de eerste dag in te lichten over elke afwezigheidsperiode, ongeacht de duur ervan;
4. zich te gedragen overeenkomstig de bevelen en de instructies die hem door de toezichthouder of zijn afgevaardigde worden gegeven met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;
5. zich niet te bezondigen aan alles wat nadeel zou kunnen berokkenen aan ofwel zijn eigen veiligheid, ofwel die van zijn metgezellen, van de toezichthouder, of van derden;
6. het werkgerief en de grondstoffen die hem werden toevertrouwd en die ongebruikt zijn gebleven in goede staat aan het bedrijf terug te bezorgen.

Art. 18. Verplichtingen van het opvangbedrijf.

Het bedrijf verbindt er zich toe :

1. aan de leerling taken toe te vertrouwen die hem doen vooruitgaan op gebied van beroepskwalificatie overeenkomstig het individueel opleidingsprogramma dat bij de overeenkomst is gevoegd;
2. voor de begeleiding van de leerling te zorgen door een toezichthouder in afspraak met de schoolinrichting.

Art. 19. Verplichtingen van de schoolinrichting.

De schoolinrichting verplicht er zich toe :

1. op de best aangepaste manier de algemene en de beroepsvorming van de leerling te verzekeren;
2. een individueel opleidingsprogramma op te stellen in afspraak met het bedrijf en te zorgen voor zijn nauwkeurige toepassing; dit programma gaat als bijlage van deze overeenkomst;
3. regelmatig voor de gevolggeving en de evaluatie van de opleiding te zorgen, in samenwerking met de toezichthouder.

Gedaan te, in exemplaren, elke partij erkent het zijne te hebben gekregen.

De vertegenwoordiger
van het bedrijf,

Het hoofd van de
schoolinrichting,

De leerling,

De wettelijke vertegenwoordiger
van de minderjarige leerling,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap.